



UNIVERSITÄTS-
BIBLIOTHEK
PADERBORN

Universitätsbibliothek Paderborn

Histoire Secrète De La Cour De Berlin, Ou Correspondance D'Un Voyageur François, Depuis le 5 Juillet 1786 jusqu'au 19 Janvier 1787

Ouvrage Posthume

Mirabeau, Honoré-Gabriel de Riquetti de

[S.l.], 1789

Lettre LXIV. Du 13 Janvier 1787.

[urn:nbn:de:hbz:466:1-52698](https://nbn-resolving.org/urn:nbn:de:hbz:466:1-52698)

Il en est beaucoup, Sire, que vous êtes trop sage pour vous hâter de les mériter. -- Il me félicite de ce que j'ai détruit le lotto: je voudrois bien que cela fût; mais cela n'est pas. -- Ah! Sire, c'est beaucoup que Votre Majesté le veuille. -- A ce propos, je vous dois sur cela un pardon, car c'est un des bons conseils de certain manuscrit... (je me suis prosterné) Mais il faut bien que vous m'excusiez encore un peu; il y a des fonds assignés sur ce vilain lotto; l'école militaire, par exemple. -- Sire, heureusement un déficit momentané de cinquante mille écus n'est pas bien inquiétant pour le Roi de l'univers le plus riche en numéraire. -- Oui: mais les conventions? Sire, il n'y en a point de violées, là où l'on rembourse ou dédommage de gré à gré: eh puis on s'est tant servi du despotisme pour le mal! quand on s'en serviroit une fois pour le bien!-- Ah! ah! vous vous réconciliez donc un peu avec le despotisme? -- Il le faut bien, Sire, dans les pays où une seule tête a quatre cents mille bras...,, Il a ri un peu naïvement; on est venu l'avertir pour la comédie, & cela a fini là... Vous voyez que, dans cette petite ame, il y a encore quelque desir d'être loué.

P. S. Launay est parti cette nuit incognito. Je crois que vous désobligeriez très-sérieusement le cabinet de Berlin, si vous ne le détourniez pas d'imprimer, comme c'est son intention.

L E T T R E L X I V .

Du 13 Janvier 1787.

JE crois savoir enfin ce que tripotoit l'Empereur ici. Il a proposé nettement de laisser prendre à la Prusse le reste de la Pologne,

pouvu qu'on lui laissât s'approprier la Baviere. Heureusement le piège étoit trop grossier. On a senti qu'il offroit de donner un pays qu'il n'étoit pas en son pouvoir de donner, & à l'invasion duquel s'opposoit la Russie, pour se saisir sans obstacle d'un pays qu'on ne lui ôteroit pas, une fois qu'il s'en seroit emparé; & l'on a refusé. Probablement votre légation a découvert cela longtems avant moi, & vous savez par elle les détails: il ne lui aura pas été difficile de vous en instruire; car en politique on fait aisément confiance de la proposition qu'on n'a pas acceptée; d'ailleurs c'est une avance prodigieuse que d'avoir droit de conférer avec les ministres, pour deviner même ce qu'on ne leur demande pas. Pour moi je n'ai pu que vous dire; on machine, on intrigue; au moment où j'en découvre davantage, je crois devoir vous avertir, mais sans imaginer rien vous apprendre. Je n'ai promis que de tenir au courant de l'intérieur de la cour & du pays, le reste ne me regarde pas; je n'ai aucun des moyens nécessaires pour m'en occuper à fond.

Dieu veuille qu'il ne vienne jamais dans la tête de l'Empereur d'allécher le Roi de Prusse d'une manière plus adroite, & de lui dire:

„ Laissez-moi prendre la Baviere, je vous
 „ laisserai prendre la Saxe qui vous donne le
 „ plus beau pays de l'Allemagne, une fron-
 „ tiere formidable, & près de deux millions de
 „ sujets; qui en un mot vous étend, vous ar-
 „ rondit, vous consolide; & nous n'aurons pas
 „ même de difficultés graves: il ne nous faut,
 „ pour les lever toutes, que faire l'Electeur
 „ Roi de Pologne; car cette maison de Saxe
 „ a la fureur de la royauté; & quand nous
 „ le ferions Roi héréditaire, quel inconvé-
 „ nient

„ nient y aura-t-il ? Il est bon , ou du moins
 „ il fera bientôt bon d'avoir une forte bar-
 „ rière contre la Russie „... S'ils avoient cette
 idée , elle seroit bientôt exécutée bon gré
 malgré tout le reste de l'Europe ; mais ils ne
 l'auront pas ; ils sont l'un trop découfu , l'au-
 tre trop incapable ; & après des débats plus
 ou moins sérieux , l'Empereur accrochera en-
 core en Baviere quelque village , & le Roi
 de Prusse croupira dans sa nullité.

C'est malheureusement user d'indulgence
 que de le traiter ainsi. Voici un fait parfaite-
 ment secret , parfaitement sûr , & qui , mieux
 que toutes mes dépêches précédentes , vous fe-
 ra juger l'homme. Il a fait payer depuis
 quinze jours une dette d'un million d'écus à
 l'Empereur. Qu'est-ce que cette dette ? L'Im-
 pératrice Reine avoit prêté au Prince royal ,
 aujourd'hui Roi de Prusse , un million de flo-
 rins , devenu , par l'accumulation des intérêts ,
 un million d'écus. Et quand ? En 1778 ? lors
 de la campagne de Baviere , aux fatigues de
 laquelle on se croyoit sûr que Frédéric II ne
 résisteroit pas. Ainsi Frédéric-Guillaume a été
 assez vil pour accepter de l'argent autrichien ,
 & il est assez imbécille pour le rendre ! il ne
 fait pas dire , *mon successeur vous payera !* Il
 sanctionne le procédé de la cour impériale
 prêtant de l'argent aux Princes royaux de
 Prusse ! Il croit avoir rempli ses devoirs de
 Monarque , pourvu qu'il ait la probité de
 payer ses dettes de particulier... Soldées , el-
 les ont monté à neuf millions d'écus ; & quoi-
 qu'à la vérité je suppose que les payeurs n'y
 ont pas perdu , il n'en est pas moins vrai que
 les premiers mois de son regne coûtent trente
 six millions à la Prusse par-delà ses dépenses
 ordinaires , sans les dons , gratifications , pen-

sions... L'extraordinaire de la première campagne où il falloit remonter toute la cavalerie, ne coûtoit à Frédéric II que cinq millions ou cinq millions & demi d'écus, ou vingt-deux millions de nos livres.

Je ne vous ai pas encore peint le Roi comme militaire. Ce métier l'ennuie; ses détails le fatiguent, les généraux lui pesent; il va à Potsdam, voit la parade, donne le mot, dîne & part. Il est allé mercredi à la maison d'exercice de Berlin, a dit un mot, fait marcher les troupes & est parti. Voilà ce qu'on voit dans cette même maison où Frédéric II couvert de gloire & d'années passoit régulièrement deux heures, dans le fort de l'hiver, à exercer, tempêter, gronder, louer, en un mot à tenir en activité perpétuelle les troupes tourmentées, mais transportées de voir à leur tête *le vieux*, car c'est ainsi qu'elles le nommoient.

Mais un point plus important, c'est le nouveau règlement militaire, conçu, rédigé, approuvé, & qui, dit-on, va s'imprimer, sans avoir été communiqué ni au prince Henri, ni au duc de Brunswick. Ce nouveau plan ne tend à rien moins qu'à détruire l'armée. Les sept meilleurs régimens sont convertis en troupes légères, entr'autres celui de Wunsch. Je ne fais pas encore les détails des changemens; mais l'avis du général Möllendorf est que, si Lascey les avoit conseillés, ils ne feroient pas autrement. Ce digne homme est défolé, humilié, découragé; tout se fait par M. de Goltz, altier, incapable de discuter, & dont le principe est que l'armée est trop dispendieuse, trop nombreuse en tems de paix. Il est en rixe perpétuelle avec Bishopsweyden souvent chargé d'objets qui appartiennent

ment à ce travail, & nécessité en quelque sorte de se mêler d'un métier où tout le monde ne le croit pas également versé.

Le duc de Brunswick ne vient point. Il a répondu à quelqu'un qui l'avoit complimenté sur son nouveau grade, & dont la lettre supposoit qu'on s'attendoit à le voir bientôt à Berlin, qu'il avoit été très-flatté de recevoir une dignité, que d'ailleurs il ne croyoit pas mériter; que jamais il ne viendrait à Berlin sans y être mandé, & qu'il ne voyoit aucune apparence de l'être de sitôt. Je fais de science certaine qu'il est très-mécontent, & sans doute il le sera plus que jamais si l'armée est changée dans sa constitution, sans qu'on ait daigné prendre l'avis du seul feld-maréchal qu'elle ait.

Je mets en fait qu'avec mille louis on pourroit au besoin connoître parfaitement tous les secrets du cabinet de Berlin. Les papiers, toujours étalés sur les tables du Roi, peuvent être lus & copiés par deux écrivains, quatre valets de chambre, six ou huit laquais, & deux pages, sans compter les femmes; aussi l'Empereur a-t-il un journal fidele de toutes les démarches du Roi, jour par jour, & sauroit-il tout ce qu'il projette, s'il projettoit quelque chose.

Jamais royaume n'annonça une plus prompte décadence. On le fappe par tous les endroits à la fois. On diminue les moyens de recette; on multiplie les dépenses; on tourne le dos aux principes; on gaspille l'opinion; on affoiblit l'armée; on décourage le très-petit nombre de gens qu'on pourroit employer; on mécontente ceux-là même pour lesquels on a mécontenté tout le monde; on éloigne tous les étrangers gens de mérite; on s'en-

ture de canaille, pour avoir l'air de regner seul ; cette funeste manie est la cause la plus féconde de tout le mal qui se fait, & de tout celui qui se prépare.

Je resterois dix ans ici maintenant, que je pourrois vous donner des détails neufs, mais pas un résultat nouveau. L'homme est jugé ; ses entours sont jugés ; le système est jugé ; nul changement, nulle amélioration possible, tant qu'il n'y aura pas un ministre principal ; quand je dis nul changement, ce n'est pas que je prétende que personne ne sera déplacé. Le sable succédera au sable ; mais tout ne sera que sable, tant que les pilotis ne seront pas enfoncés pour asseoir une base. Que ferois-je donc ici désormais ? Rien d'utile : or l'utilité, & une grande utilité très-directe, très-immédiate, très-prochaine, pourroit seule me faire dévorer l'extrême indécence dont seroit pour moi l'existence amphibie qu'on m'a conférée, si elle se prolongeoit plus longtemps. Encore une fois, ce que je puis, ce que je mérite, ce que je vauz, doit être décidé maintenant dans l'esprit du Roi & de ses ministres. Si je ne mérite & ne puis rien, je coûte beaucoup trop cher ; si je mérite & puis quelque chose, si neuf mois, car ils seront écoulés avant que je sois de retour ; si neuf mois d'une subalternité très-pénible, & dans laquelle j'ai rencontré mille & mille obstacles & pas un secours, m'ont mis à même de développer quelque connoissance des hommes, quelques lumieres, quelque sagacité, sans compter les choses précieuses que je rapporte dans mon porte-feuille, je me dois à moi-même de demander & d'obtenir une place, ou de rentrer dans mon métier de citoyen du monde, qui sera moins fatigant pour mon corps & mon

esprit, & moins stérile pour ma gloire. Je le déclare donc nettement, ou plutôt je le répète, je ne puis plus rester ici, & je demande à être formellement autorisé à mon retour, soit qu'on ait des desseins ultérieurs sur moi, soit qu'on veuille me rendre à moi-même. Assurément je ne récalcitrerai jamais à aucune espèce d'occupation utile. Mon cœur n'est pas vieilli, & si mon enthousiasme est amorti, il n'est pas éteint. Je l'ai bien éprouvé aujourd'hui; je regarde comme un des plus beaux jours de ma vie celui où vous m'apprenez la convocation des notables, qui sans doute précédera de peu celle de l'assemblée nationale. J'y vois un nouvel ordre de choses qui peut régénérer la monarchie. Je me croirois mille fois honoré d'être le dernier secrétaire de cette assemblée, dont j'ai eu le bonheur de donner l'idée, & qui a grand besoin que vous lui apparteniez, ou plutôt que en deveniez l'ame... Mais rester ici, condamné au supplice des bêtes, à fonder & remuer les sinuosités fangeuses d'une administration qui signale chacune de ses journées par un nouveau trait de pusillanimité & d'impéritie, c'est ce dont je n'ai plus la force, parce que cela ne me paroît bon à rien. Faites-moi donc revenir, & dites-moi si je dois passer par la Hollande.

Là, par exemple, j'accepterois une commission secrète, parce qu'une pacification y demande pour préliminaire indispensable un agent secret qui sache voir & dire la vérité, & surtout capter la confiance. Je ne crois pas qu'il y ait dans la politique extérieure un plus grand service à rendre à la France. J'ai peur, s'il faut que je l'avoue, que nous ne fassions trop de fond sur l'ascendant qu'a

pris dans ces derniers temps l'aristocratie sur le stathouderat. Je crois voir que le système des patriotes n'a encore une supériorité décidée que dans la province de Hollande qui inquiète ses Co-Etats, au moins autant qu'elle les échauffe; & là même, à Amsterdam, dans le foyer des sentimens anti-stathouderiens, ce grand conseil, qui a été le premier à se soulever contre la concession de la brigade Ecossoise à l'Angleterre, à insister en faveur des convois militaires, & à demander l'éloignement du duc de Brunswick, n'a-t-il pas été aussi le premier à voter pour une paix particulière avec l'Angleterre, pour l'acceptation de la médiation de la Russie? Son amirauté, dont plusieurs membres tiennent à la régence, n'est-elle pas fortement impliquée dans le complot qui a fait avorter l'expédition pour Brest... Comment en seroit-il autrement? Le conseil souverain n'a plus qu'une autorité imaginaire. C'est des bourgmestres qui changent tous les trois ans ou même du président bourgmestre qui change tous les 3 mois, ou plutôt enfin de celui des bourgmestres qui a quelque ascendant de tête ou de caractère sur les autres, que partent les ordres qui dirigent la voix si importante de la ville d'Amsterdam, dans l'assemblée des Etats. Et quand on pense que le college des échevins anciens & nouveaux, dont sont tirés les bourgmestres, contient un grand nombre de partisans des Anglois, & dépend en partie du Stathouder, qui élit ces échevins, je ne fais comment on peut se rassurer sur le système à venir de cette ville.

Je ne faurois donc comprendre comment il se pourroit que nous n'eussions pas d'intérêt à finir, si nous ne voulons pas briser le stathouderat, qui ne fera point anéanti sans donner lieu à des convulsions intérieures & ex-

térieures. Et pouvons-nous vouloir la guerre ? Sans doute nous ne devons pas souffrir que la maison stathoudérienne reste maîtresse de la puissance législative dans les trois provinces de Gueldre, d'Utrecht & d'Over-Iffel, parce qu'on appelle *les réglemens de la régence*; ce qui, joint à ces prérogatives dans les provinces de Zélande & de Groningue, fait excessivement pencher la balance en sa faveur. Sans doute le pouvoir du Stathouder doit être soumis à la puissance législative des Etats; & ce qui n'est pas moins important pour notre système, ou plutôt pour tout système régulier de politique extérieure, la puissance législative des Etats doit être dirigée & soutenue par une influence régulière du peuple; car les prétentions & les passions particulières, & les intérêts privés des aristocrates, ont en tout pays été trop souvent pris pour l'intérêt public, & cela est plus vrai encore ici, où l'union des sept provinces s'étant formée, dans un tems de trouble & par le hasard, puisqu'on ne pensa pas à ériger un gouvernement républicain qu'après le refus que firent la France & l'Angleterre d'en accepter la souveraineté, il en est résulté qu'il n'y a jamais eu d'accord entre les régens & le peuple, pour fixer les droits & les devoirs réciproques. Les régens ont sans cesse travaillé à se rendre indépendant du peuple, & le peuple se croyant le maître, puisqu'il n'a pas transporté la souveraineté à ses régens, & n'ayant aucun intérêt à les soutenir, a pris parti contre eux dans toutes les crises: de-là le parti stathoudérien; de-là cette fluctuation entre les volontés despotiques d'un seul, les tergiversations perfides des colleges d'aristocrates, vacillans & foibles, & la fougue d'une populace.

effrénée. Sil existe jamais un lien d'union entre la bourgeoisie & les régens, c'en est fait du despotisme stathoudérien, & des caprices oligarchiques; tant que cette union n'existera pas, aussi longtems que la maniere dont le peuple doit influer dans le gouvernement ne sera pas déterminée, le systême de la France ne sera jamais assuré.

Conservet la constitution fédérative entre les provinces, & républicaine dans chacune d'entr'elles, ou pour réduire la question à ces termes les plus simples, *substituer aux recommandations odieuses & illégales du Stathouder ou d'un bourgmestre les recommandations régulières & salutaires de la bourgeoisie*, tel doit donc être le palladium de cette république & le but de notre politique.

Mais fera-ce, ou par les violences qu'on nous attribue, lors même qu'elles ne sont pas nôtres, ou en exaltant toujours la fermentation d'un côté & la méfiance de l'autre, que nous parviendrons à cette reconstruction qui demande moins de choses que de combinaisons? N'avons nous pas assez fait sentir notre influence, notre pouvoir? Ne feroit-il pas temps de montrer que nous ne voulons que l'abolition des réglemens stathoudériens & non celle du Stathouderat? & finirons-nous sans une catastrophe dont il n'est pas donné à la sagesse humaine de calculer toutes les suites, si l'on ne vient pas à bout de persuader à Nimegue que tel est réellement notre unique systême?

Voilà en ébauche ma profession de foi sur les affaires de la Hollande. On peut juger si, dans ces principes, que je développerai si l'on veut par un mémoire détaillé, je puis ou je ne puis pas être utile dans ce pays, en me supposant d'ailleurs les connoissances locales que j'y acquerrois facilement.